

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BAGNOLS DECAP

Avenue de l'Hermitage
30200 Bagnols-Sur-Cèze

Références : -
Code AIOT : 0006600440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement BAGNOLS DECAP implanté 148 avenue de l'Hermitage Z.A. de Berret 30200 Bagnols-sur-Cèze. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendu sur le site de BAGNOLS DECAP à Bagnols-sur-Cèze dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAGNOLS DECAP

- 148 avenue de l'Hermitage Z.A. de Berret 30200 Bagnols-sur-Cèze
- Code AIOT : 0006600440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site industriel dont l'activité est le traitement de surface des métaux (inox, acier, aluminium) est autorisé depuis 1996. La société Bagnols Décap a acheté le site industriel en 2014.

Il est composé de 3 lignes de traitement des métaux : une dédiée au traitement de l'inox avec les deux cuves de 20 m³ et 28 m³, une dédiée au traitement des aluminiums et une ligne dédiée au traitement des aciers.

L'ancienne cabine de peinture autorisée n'est plus exploitée et les installations d'application de peinture ont été démantelées et ne sont plus présentes sur le site.

La cabine de sablage n'est plus exploitée et seule l'une des deux cabines de microbillage est très ponctuellement utilisée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 1.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Rétention	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.5.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.4	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 6.2	Sans objet
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 6.3	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 08 juillet 2025 a permis de vérifier les suites données par l'exploitant sur les

constats relevés lors de la précédente visite d'inspection et d'examiner plusieurs points de contrôle relatifs à l'exploitation de l'établissement BAGNOLS DECAP détaillés dans les constats ci-dessous.

Quatre points de contrôle ont donné lieu à des constats de non-conformité entraînant des suites administratives :

- Situation administrative : l'exploitant n'a pas finalisé le classement de ses substances au regard de la nomenclature ICPE malgré les demandes formulées lors des deux inspections précédentes. Les documents transmis comportent des incohérences et ne prennent pas en compte l'ensemble des produits présents sur le site.
- Produits chimiques : l'exploitant n'a pas mis en œuvre l'ensemble des mesures annoncées lors de la précédente inspection pour garantir la sécurité du stockage, notamment concernant la ventilation et le suivi des températures.
- Stockages : certains équipements ne sont pas munis de jauges de niveau, et aucun justificatif technique de conformité concernant la cuve enterrée récoltant les eaux de lavages n'a été fourni à l'inspection.
- Détection incendie : aucun dispositif de détection automatique d'incendie n'est installé au jour de l'inspection, malgré les prescriptions en vigueur applicables depuis le 1er juillet 2024.

Ces constats conduisent à proposer à monsieur le préfet du Gard un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure assorti de délais pour la mise en conformité de ces 4 points.

Par ailleurs, quatre autres points de contrôle n'ont pas donné lieu à constater des écarts : mise à la terre des équipements, stockage des déchets, élimination des déchets et surveillance des rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 1.2.2			
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature			
Prescription contrôlée :			
Liste des installations visées par une rubrique de la nomenclature			
N°	Désignation de la rubrique	Volume	Régime(rayond'affichage)

	rubrique		age)
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m3	Atelierde décapage inox :-1 cuve de 20 m3 soit 48 m3-1 cuve de 28 m3Atelierde zingage et anodisation :18cuves de traitement de 11,72 m3Volumetotal des cuves : 59, 72 m3	A
2575	Abrasives(emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailsmétalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure,dépolissage, d é c a p a g e , grainageSeuils:Lapuis sance installée des machines fixes c o n c o u r a n t a u f o n c t i o n n e m e n t de l'installation étant supérieure à 20 kW... .. D	2cabines extérieures de sablage (corindon) e t microbillage(microbil les de verre) d'une puissance totale installée de 42kW.	D

Constats :

Suite aux inspections du 12 mai 2022 et 12 janvier 2023, le jour de l'inspection l'exploitant n'a toujours pas finalisé le classement de l'ensemble des produits chimiques présents sur site au regard des rubriques de la nomenclature 4XXX. Ce classement doit inclure tous les produits chimiques, y compris ceux contenus dans les bains de traitement, avec leurs quantités respectives. L'absence de ce positionnement ne permet pas de garantir la conformité réglementaire du site.

Par mail du 16 juillet 2025, l'exploitant transmet un tableau d'inventaire des stocks ainsi qu'un tableau de recensement selon le classement SEVESO III.

Selon les éléments du tableau de simulation SEVESO III transmis après l'inspection, il apparaît que le site BAGNOLS DECAP relève du statut Seveso seuil bas par dépassement direct de la rubrique 4713, statut pour lequel il n'est pas autorisé aujourd'hui.

L'arrêté préfectoral n°08.080N du 3 juillet 2008 l'autorise à exploiter sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 3260 et 2575.

En analysant par sondage les deux tableaux envoyés (inventaire et simulation SEVESO) de nombreuses incohérences sont relevées par l'inspection :

- la simulation montre que le seuil SEVESO seuil bas est atteint pour la rubrique 4713 (plus de 10 tonnes) : il s'agit d'une rubrique nommément désignée (FLUOR, numéro CAS 7782-41-4), alors même que ce numéro CAS est absent des substances de l'inventaire et que l'exploitant ne justifie pas non plus ce classement de par la nature des substances et mélanges présents sur site . En revanche au regard du dit inventaire (stockage de 6000 L - 6 tonnes) et des mentions de danger déclarées pour le produit DBP 302 (H290-H301-H310-H332-H314-H335) par exemple, il semble que celui-ci pourrait relever de la rubrique 4110 dont le seuil SEVESO seuil bas est fixé à 5 tonnes,
- toujours selon cet inventaire, il est déclaré un stockage de 4000 L d'acide nitrique 25% avec les mentions de danger H290 et H331 : ce produit relèverait de la rubrique 4130 (sous le seuil de la déclaration) alors que cette rubrique est inexistante dans le recensement SEVESO transmis.

En réponse à ce mail, le 16 juillet 2025, les services de l'inspection demandent à l'exploitant de clarifier son classement. Par retour de mail le 17 juillet 2025, l'exploitant envoie un nouveau tableau de recensement, ainsi qu'un inventaire. D'une part ce nouvel inventaire est incomplet (il ne tient pas compte des produits présents en cuves), et d'autre part il fait référence au classement des produits présents sur site sous l'unique rubrique nommément désignée "n° 4710 - Chlore (numéro CAS 7782-50-5)" , au seuil de l'autorisation, ce qui est incohérent avec la nature des produits présents sur site inventoriés par l'exploitant.

Malgré l'existence d'un inventaire des produits chimiques présents sur son site, celui-ci s'avère incomplet et l'exploitant est par ailleurs dans l'incapacité de se positionner sur le classement de ses installations au regard des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE. Dans ces conditions, l'exploitant ne peut pas justifier de la conformité de ses installations au regard de la situation administrative actuellement autorisée. De plus, au regard des constats relevés par l'inspection et des contrôles réalisés par sondage, il apparaît que le site pourrait relever de rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE sous le régime de la déclaration, voir de l'autorisation et relever du statut seveso seuil bas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se positionner sur la quantité de produits stockés et sur le classement de ses installations au regard des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE. Il est tenu de régulariser, selon la résultante, sa situation administrative. Il est invité par l'inspection à se faire accompagner par un bureau d'études compétent pour cela.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.1

Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de vérifier la compatibilité entre le lieu de stockage du produit nommé AVESTA 214 et les consignes présentes dans la fiche de donnée de sécurité ; celle-ci prévoit un stockage dans un endroit sec et bien ventilé. Or le stockage des produits est réalisé dans un local dont le système fixe d'aérations est hors service et au sein duquel une forte température pourrait être rencontrée en période estivale.</p> <p>L'exploitant s'était engagé à sécuriser le local de stockage de produits chimiques, notamment par l'installation d'un thermomètre avec alarme asservie et la remise en fonctionnement des systèmes de ventilation. L'exploitant devait transmettre, une fois les travaux réalisés les photographies et justificatifs des actions réalisées.</p> <p>Lors de la présente inspection, un thermomètre est bien en place, mais il n'est pas raccordé à une alarme. L'exploitant indique que les systèmes fixes sont toujours hors services et que des ventilateurs d'appoint peuvent être installés ponctuellement en période de forte chaleur. Les mesures de sécurité annoncées lors de la précédente inspection n'ont donc été que partiellement mises en œuvre et ne permettent pas de s'assurer du respect de l'ensemble des consignes précisées dans la fiche de données de sécurité du produit AVESTA 214. Dans ces conditions, l'exploitant ne satisfait pas aux obligations des fiches de données de sécurité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit justifier de la sécurité du stockage dans son local notamment par la bonne aération de celui-ci ainsi que le maintien d'une température compatible aux produits stockés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : <p>Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre</p>

conformément aux normes existantes.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques réalisé par le bureau d'étude APAVE en date du 12 juillet 2024. Le rapport fait état de 19 observations qui ont été suivies par l'exploitant. Ce dernier a également fournis deux factures pour l'intervention d'un électricien les 1er avril 2025 et 21 mai 2025.</p> <p>Toutefois, la vérification 2025 n'avait pas encore été réalisée au jour de l'inspection. L'exploitant a transmis par courriel, en date du 10 juillet 2025, un avis d'intervention planifiée pour le 27 juillet 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra au service de l'inspection le rapport de vérification à sa réception ainsi qu'une fiche de suivi avec échéanciers des éventuelles non-conformités électriques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ; dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
Constats :

Suite à l'inspection du 12 mai 2022 conduisant à la mise en demeure du 16 juin 2022 concernant notamment le volume des capacités de rétention, l'inspection du 12 janvier 2023 a permis de contrôler par sondage le dimensionnement des rétentions associées aux zones INOX, ALU, ZING et le local de stockage de produits chimiques. Les constats relevés portaient sur la pose d'une barrière amovible dans le local "produits chimiques", le rehaussement des murets périphériques du bâtiment pour augmenter la capacité. Par courriel du 20 février 2023, l'exploitant a transmis le calcul des rétentions disponibles considérant ce rehaussement ainsi que les photos des ouvrages maçonnés réalisés. Ces points de constats ont donc été levés dans le rapport d'inspection du 20 février 2023.

La présente inspection s'est intéressée au suivi effectué par l'exploitant pour s'assurer du bon état des rétentions. L'exploitant procède à des contrôles trimestriels, tracés sur une fiche "inspection étanchéité". La dernière fiche d'inspection d'étanchéité (trimestrielle) complétée datée du 4 juin 2025 a été présentée. Elle reprend par rétention concernée les éléments suivants :

- équipement contrôlé selon l'atelier,
- ok/non ok;
- actions à mener,
- date de réalisation.

Cette fiche du 4/06/2025 retrace notamment le changement effectif d'une douchette pour la cuve dégraissage dans l'atelier acier le 4 juin 2025.

Lors de la visite terrain, il n'a pas été relevé de points singuliers sur l'état des rétentions des deux zones suivantes visitées :

- Local produit chimique : présence d'une barrière amovible, maintenue en position fermée en dehors des manipulations nécessaires qui assure la rétention des produits stockés le jour de l'inspection ;
- Atelier ALU et ZING : des murets périphériques ont été construits afin d'assurer la mise sur rétention des ateliers.

En revanche, les réservoirs ne sont pas munis de jauges de niveaux.

La visite de l'atelier ALU et ZING a mis en évidence la présence d'une cuve enterrée qui collecte les eaux de lavage par point bas, cuve dépourvue de couvercle avec la présence d'un flotteur de niveau. L'exploitant explique que cette cuve est reliée à une station de traitement interne qui permet de traiter ces eaux qui sont réutilisées pour le lavage des ateliers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se conformer aux prescriptions de cet article avec :

- la mise en place de jauges de niveaux pour l'ensemble de ses réservoirs
- la transmission des caractéristiques techniques de la cuve enterrée située au niveau de l'atelier ALU et ZING et la justification de sa conformité au regard de l'article ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à

l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, stockage
Prescription contrôlée : Leur stockage sur le site doit être fait dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Lors de l'inspection, les déchets sont constatés stockés dans un local dédié muni d'une barrière amovible maintenue fermée pour assurer la rétention en attente de leur enlèvement. A date de l'inspection aucun déchet n'est stocké à l'extérieur du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination
Prescription contrôlée : Les déchets sont éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement. L'exploitant tient un registre des déchets conformément aux dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement et de l'arrêté du 7 juillet 2005. Il émet un bordereau de suivi conformément aux dispositions de l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a présenté les bordereaux de suivi des déchets datés des 12 février et 22 avril 2025, émis par le prestataire CHIMIREC. Il précise que l'enlèvement des déchets est déclenché en fonction de l'usure des baignoires, notamment lors des vidanges. Le dernier bordereau atteste de l'évacuation d'un fût de solvant non chloré de 154 kg, en conformité avec les obligations de traçabilité et d'élimination.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur : le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; les valeurs limites d'émissions. Une mesure des débits et des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés à l'article 5.4 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques réalisés par l'APAVE, en date des 11 janvier 2024 et 19 juin 2025. Ces rapports concluent au respect des valeurs limites d'émissions pour l'ensemble des polluants analysés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie - modification de l'arrêté ministériel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.</p> <p>[...]</p> <p>II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> -dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; -dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la modification de l'arrêté ministériel pré-cité du 20 avril 2023, un courrier de l'inspection à l'attention de l'exploitant a été envoyé le 27 juin 2023.</p>

Ce courrier attire notamment l'attention sur la modification de l'article 10 (ci-dessus) rendu applicable avant le 1er juillet 2024 et invite l'exploitant à prendre connaissance des modifications de l'arrêté et des délais incombant.

Au jour de l'inspection, il n'y a pas de dispositif de détection automatique d'incendie installé et de fait pas d'asservissement à une alarme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité selon les prescriptions de l'article précité et mener une analyse de sa conformité réglementaire au regard de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 mis à jour relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois